

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Lot 00 – Prescriptions communes à tous les lots

OBJET :

**Modernisation et réhabilitation du bâtiment
municipal 'CENTRE ULYSSE' à LAMALOU-LES-BAINS**

PHASE : **PRO**

Maître d'Ouvrage :



Mairie de LAMALOU-LES-BAINS

3, avenue Clémenceau

34 240 LAMALOU-LES-BAINS

Tel : 04.67.95.63.07

@ : contact@mairielamalou.fr

Maître d'Œuvre :



CABROL & BEAUVOIS ARCHITECTES

41bis, Rue Amiral GALIBER

81 100 CASTRES

Tel : 05.63.71.49.71

@ : contact@cabrol-beauvois.fr

Code affaire : 21023

Date : 21 juillet 2022

SOMMAIRE

LOT 0.	PRESRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS	4
0.1	CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	4
0.2	LISTE DES LOTS	4
0.3	REPONSES AUX QUESTIONS DES CANDIDATS.....	4
0.4	CLASSEMENT DU BATIMENT	5
0.5	CARACTERISTIQUES DU SITE	5
0.6	NOTE IMPORTANTE A TOUTES LES ENTREPRISES.....	5
0.7	DOCUMENTS DE REFERENCE.....	6
0.8	AVIS TECHNIQUES	8
0.9	PROCES-VERBAUX POUR LES ELEMENTS PARE-FLAMMES & COUPE-FEU	9
0.10	ARRETES ET ORDONNANCES	9
0.11	ORIGINE ET QUALITE DES MATERIAUX.....	9
0.12	TYPE DES DIFFERENTS MATERIAUX.....	10
0.13	ECHANTILLONS – TEINTES ET FINITIONS	10
0.14	ESSAIS TECHNIQUES – AUTOCONTROLE DES OUVRAGES	11
0.15	CONTROLE INTERNE	11
0.16	ACCEPTATION DES SUPPORTS	12
0.17	CANALISATIONS ET CABLES EVENTUELLEMENT RENCONTRES	12
0.18	PROTECTION DES OUVRAGES.....	13
0.19	SECURITE SUR LE CHANTIER.....	13
0.20	RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS ET SERVICES	14
0.20.1	PARTIE ADMINISTRATIVE	14
0.20.2	PARTIE CONCESSIONNAIRE	14
0.21	PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES	14
0.22	CONDITIONS D'EXECUTION	15
0.23	TRAIT DE NIVEAU	15
0.24	IMPLANTATION – NIVELLEMENT.....	15
0.25	VERIFICATION DES COTES	16
0.26	QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES.....	16
0.27	COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT	17

0.28	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER	17
0.29	FOUILLES ARCHEOLOGIQUES.....	18
0.30	DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ENTREPRISES.....	19
0.31	MISSION DE LA MAITRISE D'OEUVRE	20
0.31.1	ARCHITECTE	20
0.31.2	BUREAU D'ETUDES FLUIDES	21
0.32	MISSION DU BUREAU DE CONTROLE.....	21
0.33	SECURITE ET SANTE - COORDONNATEUR.....	22
0.34	BUREAU D'ETUDE GEOTECHNIQUE	22
0.35	ETABLISSEMENT DES PRIX – DELAI D'EXECUTION	22
0.36	PRESENTATION DES OFFRES	23
0.37	INSTALLATIONS ET ENTRETIEN DU CHANTIER – COMPTE PRORATA	23
0.37.1	PRESTATION A LA CHARGE DU LOT GROS-ŒUVRE.....	23
0.37.2	COMPTE PRORATA.....	28
0.38	NETTOYAGES DU CHANTIER.....	29
0.39	NETTOYAGE AVANT LA RECEPTION DES TRAVAUX	29
0.40	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	30
0.41	GARDIENNAGE ET PRECHAUFFAGE DU CHANTIER.....	30
0.42	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER.....	30

LOT 0. PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

0.1 CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le présent marché a pour objet les travaux de modernisation et de réhabilitation du bâtiment municipal « CENTRE ULYSSE » sur la commune de LAMALOU-LES-BAINS (34 240) pour le compte de la mairie de LAMALOU-LES-BAINS.

0.2 LISTE DES LOTS

N°	Désignation	Rédacteurs
LOT 00	PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS	CABROL & BEAUVOIS
LOT 01	TERRASSEMENTS – VOIRIE – RESEAUX DIVERS – ESPACES VERTS	CABROL & BEAUVOIS
LOT 02	DEMOLITIONS – GROS OEUVRE	CABROL & BEAUVOIS
LOT 03	CHARPENTE METALLIQUE	CABROL & BEAUVOIS
LOT 04	COUVERTURE – ETANCHEITE – BARDAGE	CABROL & BEAUVOIS
LOT 05	MENUISERIES EXTERIEURES – SERRURERIE	CABROL & BEAUVOIS
LOT 06	CLOISONNEMENT EN PLAQUES DE PLATRE – FAIENCES	CABROL & BEAUVOIS
LOT 07	FAUX-PLAFONDS	CABROL & BEAUVOIS
LOT 08	MENUISERIES INTERIEURES	CABROL & BEAUVOIS
LOT 09	REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES	CABROL & BEAUVOIS
LOT 10	PEINTURES – SIGNALIQUES PMR – NETTOYAGE FINAL	CABROL & BEAUVOIS
LOT 11	ASCENSEUR	CABROL & BEAUVOIS
LOT 12	ELECTRICITE – COURANTS FORTS – COURANTS FAIBLES	CAP MAS ETUDES
LOT 13	CHAUFFAGE – VENTILATION – CLIMATISATION – PLOMBERIE – SANITAIRE	CAP MAS ETUDES

0.3 REPONSES AUX QUESTIONS DES CANDIDATS

Les entrepreneurs souhaitant obtenir des renseignements complémentaires ou des précisions sur le contenu du présent document ou sur les pièces dessinées, obtiendront réponse du cabinet CABROL & BEAUVOIS ARCHITECTES aux questions posées UNIQUEMENT PAR MAIL aux adresses suivantes :

- contact@cabrol-architectes.fr à l'attention de monsieur BEAUVOIS pour le contenu des plans, et de monsieur SIMIONI pour le contenu du CCTP.

0.4 CLASSEMENT DU BATIMENT

Les entreprises noteront que vis-à-vis de la législation, le bâtiment est classé en :

- ERP de 3^{ème} CATEGORIE de types L, S, U, R et T

Ce classement servira de référence pour les ouvrages chaque fois que nécessaire pour déterminer leurs contraintes, le type de matériaux, la tenue au feu des matériaux et les dispositions à respecter vis-à-vis de la sécurité incendie.

0.5 CARACTERISTIQUES DU SITE

Zone de sismicité (Cf. article D 563-8-1 du code de l'environnement)	1 (TRES FAIBLE)
Altitude N.G.F. du projet	Environ 180 m

0.6 NOTE IMPORTANTE A TOUTES LES ENTREPRISES

Pour l'établissement de leur forfait, tous les entrepreneurs sont tenus de se rendre sur les lieux, pour apprécier et se rendre compte, très exactement et sous leur seule responsabilité, de la nature et de l'importance des travaux qu'ils s'engagent à exécuter.

Les prescriptions du CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES seront complétées par les dispositions suivantes :

- Par le dépôt de son offre, l'Entreprise reconnaît implicitement :
 - Avoir pris totalement connaissance des différents plans et documents indispensables à la réalisation du chantier
 - Avoir demandé tous renseignements complémentaires et pris toutes mesures utiles au cas où les pièces du dossier lui sembleraient insuffisantes

- Avoir effectué une visite approfondie du terrain et constatée toutes les sujétions relatives aux travaux, aux accès et aux abords du chantier, ceci se rapportant aussi bien aux caractéristiques techniques des travaux, qu'à l'organisation et au fonctionnement futur du chantier (eau, installation de chantier, énergie, éloignement des décharges publiques, etc.).

L'entreprise ne pourra, en conséquence, réclamer d'indemnité ni de plus-value pour méconnaissance des inconvénients, difficultés ou sujétions de quelque nature qu'ils soient.

Le Maître de l'Ouvrage n'acceptera aucune réclamation ni aucun supplément de prix ou augmentation de délai pour des ouvrages de quelconque nature que ce soit, obligés par la configuration des lieux et qui n'auraient pas été chiffrés dans le forfait de l'entrepreneur.

L'entreprise ne pourra, de son initiative, modifier quoi que ce soit au projet, tout changement devant être signalé, et l'accord et les ordres nécessaires demandés au Maître d'Œuvre.

Le fait, par l'Entreprise, de ne pas s'assurer sur place avant tout commencement d'exécution, de la possibilité de suivre les cotes, ou de ne pas en référer au Maître d'Œuvre au cas où la vérification révélerait une difficulté, la laisserait responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient pour tous les corps d'état.

0.7 DOCUMENTS DE REFERENCE

Pour l'exécution du présent programme, les entrepreneurs se conformeront aux documents descriptifs et aux plans constituant le dossier d'appel d'offre. Les ouvrages seront conçus pour être conformes aux normes françaises de l'A.F.N.O.R. et pour les procédés de matériaux non traditionnels, aux prescriptions des agréments et des avis techniques délivrés par le CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DE BATIMENT.

Les entrepreneurs s'engagent à respecter les NORMES FRANÇAISES et les directives du REEF édité par le CSTB en particulier en ce qui concerne l'obligatoire application des "REGLES GENERALES DE CONSTRUCTION", notamment décret n° 69.596 du 14 Juin 1969 et également le Code de la Construction (décret du 31 Mai 1978 n° 78.621 et n° 78.622).

Tous les intervenants, qu'ils soient titulaires, cotraitant ou sous-traitant, devront respecter les clauses du CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES applicables aux marchés publics de travaux et applicable dans son édition la plus récente sauf pour les clauses dont déroge le CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES joint au dossier CONSULTATION.

Respect des textes législatifs relatifs à la protection des travailleurs, dans les bâtiments, qui mettent en oeuvre des COURANTS ELECTRIQUES et aux dispositions de l'arrêté du 7 NOVEMBRE 1941 relatif aux circuits de sécurité. La norme C15-100

Respect des textes législatifs relatifs à l'organisation de l'hygiène et de la sécurité sur les chantiers

Respect des règlements particuliers départementaux et municipaux de police et service sanitaire.

Respect de la réglementation en vigueur relative à la protection contre les risques d'incendie et de panique en rapport avec la classification du bâtiment.

Les entrepreneurs devront respecter les directives édictées dans les lois et décrets se rapportant aux dispositions techniques visant à favoriser l'accessibilité des bâtiments aux HANDICAPES PHYSIQUES, notamment la loi 91.663 du 13 juillet 1991, décret 94.86 du 26 janvier 1994 ainsi que les divers arrêtés se rapportant aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Les ouvrages seront réalisés en tenant compte des prescriptions générales et particulières du CODE DU TRAVAIL.

Respect des REGLES PARASISMIQUES en vigueur, soit :

- Les Décrets n° 2010-1254 et n° 2010-1255 du 22 octobre 2010 complétés par l'Arrêté du 22 octobre 2010 (modifiés par l'arrêté du 19 juillet 2011 et l'arrêté du 15 septembre 2014).

- Règles de calcul des structures pour leur résistance aux séismes dites « Eurocode 8 » (norme NF EN 1998).
- **NOTA IMPORTANT** : Le projet est implanté en ZONE DE SISMICITE 1 – TRES FAIBLE

Respect des EUROCODES

Concernant la protection contre les insectes xylophages et termites :

- Respect des chapitres 2 et 3 du code de la construction et de l'habitation
- Respect de l'Arrêté du 27 juin 2006 modifié par arrêté du 16 février 2010 relatif à la protection des bâtiments contre l'action des termites et autres insectes xylophages

Les ouvrages et les isolations des parois extérieures ou en contact avec des volumes non chauffés seront réalisés dans le respect de la REGLEMENTATION THERMIQUE en vigueur.

Bien que les documents se rapportant aux différentes normes et règlements dans la construction et en particulier ceux cités ci-dessus, ne soient pas fournis lors de la présente consultation. Les entrepreneurs sont réputés les connaître et ne pourront jamais arguer leur méconnaissance pour se soustraire à leurs obligations.

0.8 AVIS TECHNIQUES

Tous les matériaux non traditionnels mis en oeuvre par l'entreprise, sur acceptation de l'Architecte, bénéficieront obligatoirement, d'un avis technique établi par le CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT (CSTB).

Cet avis sera remis en examen pour avis à l'Architecte avant toute mise en oeuvre. L'entreprise aura l'obligation de respecter les exigences de mise en oeuvre édictées dans les avis. Il ne sera pas admis de matériaux ni de procédé dont l'avis est attribué à titre temporaire par le CSTB.

0.9 PROCES-VERBAUX POUR LES ELEMENTS PARE-FLAMMES & COUPE-FEU

Toutes parois et autres ouvrages coupe-feu et pare-flammes prévus au projet doivent avoir fait l'objet d'un procès-verbal d'essais émanant d'un organisme de contrôle habilité.

Dans l'hypothèse d'ouvrages ne possédant pas de procès-verbal d'essais, l'entrepreneur aurait à sa charge les essais à effectuer pour lesdits ouvrages.

Ceux-ci devront alors être entrepris avec suffisamment d'avance pour ne pas entraîner de retards sur le planning d'exécution.

0.10 ARRETES ET ORDONNANCES

Les Entrepreneurs devront se conformer aux Arrêtés Préfectoraux, Ordonnances de police, aux Lois et Décrets en vigueur, et en particulier sans que cette liste soit limitative.

0.11 ORIGINE ET QUALITE DES MATERIAUX

Le mot "matériau" est pris dans un sens général pour désigner les matières premières et produits plus ou moins œuvrés avant leur mise en place. Leur origine, leur préparation et leur mise en œuvre doivent être proposées par l'Entrepreneur et agréées par le Maître d'Œuvre sans que cette démarche ne diminue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur qui demeure entière en ce qui concerne l'exécution.

La liste des normes et textes divers, auxquels doivent être conformes les différents matériaux, est rappelée en tête de chaque lot dans le présent descriptif, sans que cette liste ne soit d'ailleurs limitative.

Tous les matériaux employés sur le chantier devront être soumis à l'agrément du Maître d'Œuvre et du Bureau de contrôle.

Dans le cas de mise en œuvre de matériaux non traditionnels ceux-ci devront faire l'objet d'un avis technique du C.S.T.B., d'un Document Technique d'Application (DTA), d'un ATex ou d'une Enquête de Technique Nouvelle (ETN) et être obligatoirement couverts par la garantie décennale de l'entrepreneur mettant en œuvre ces matériaux.

0.12 TYPE DES DIFFERENTS MATERIAUX

Les entrepreneurs devront répondre aux prestations telles que décrites et projetées. Ces prestations correspondent à un minimum de qualité demandée et constituent la référence de base exigée sur laquelle l'entreprise est tenue de répondre. Les ouvrages exécutés par le présent lot sont tenus de respecter l'intégralité des caractéristiques normatives décrites. Celles-ci peuvent s'étendre dans le simple cadre de la réglementation (qui doit en toutes circonstances être respectée par l'entrepreneur), ou aller au-delà pour des raisons propres au projet.

0.13 ECHANTILLONS – TEINTES ET FINITIONS

ECHANTILLONS

Avant la mise en œuvre, l'entrepreneur sera tenu de fournir des échantillons de tous les matériaux et fournitures qu'il se propose d'utiliser, aux fins d'approbation par le Maître d'Ouvrage, la personne Responsable du Marché et le Maître d'Œuvre.

Lorsque l'entrepreneur propose une fourniture de référence différente de celle indiquée dans le marché, il doit présenter à la fois l'échantillon de la fourniture proposée et l'échantillon de la fourniture de référence pour validation auprès du Maître d'œuvre.

Chaque matériel fait l'objet d'une fiche technique qui doit recevoir l'approbation du Maître d'œuvre d'exécution.

Les matériels et gros appareillages pourront faire l'objet, à la demande de la Maîtrise d'œuvre d'une réception en usine avant livraison sur le site. Tous les frais découlant de cette disposition sont à la charge de l'Entrepreneur.

Les accords donnés en cours de travaux sur les matériaux et fournitures ne préjugent pas de la réception des ouvrages. Les échantillons ne seront pas réutilisés sur le site.

TEINTES ET FINITIONS

Sauf indication contraire, le choix des teintes et des finitions d'ouvrages sera fait par le Maître d'Œuvre dans la ou les gammes précisées dans le CCTP. Tout aspect de surface visible sera obligatoirement soumis au choix du Maître d'Œuvre.

Plusieurs teintes ou finitions pourront être retenues pour un même ouvrage ou type d'ouvrage sans que l'Entrepreneur puisse prétendre à un quelconque supplément au prix global forfaitaire du marché.

0.14 ESSAIS TECHNIQUES – AUTOCONTROLE DES OUVRAGES

Chaque entrepreneur mettra à la disposition du Maître d'Œuvre le personnel, le matériel et les échantillons nécessaires à l'exécution des essais techniques et ceci autant de fois que nécessaire.

Chaque entreprise devra réaliser les autocontrôles de ses ouvrages, c'est à dire qu'elle devra assurer avant réception des travaux et pour chaque ouvrage spécifique les contrôles in situ des caractéristiques techniques et performances de sa fabrication en fonction des prescriptions du présent document et des prescriptions réglementaires et normatives françaises.

La remise en état des ouvrages, après prélèvement in situ d'échantillons, incombe à l'entreprise de même que tous les consommables nécessaires à la réalisation des essais.

En outre, les entreprises concernées effectueront les essais et vérifications de fonctionnement des installations techniques et établiront les PV conformément aux dispositions figurant dans les documents techniques de l'AGENCE QUALITE CONSTRUCTION.

0.15 CONTROLE INTERNE

En début de chantier, chaque entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre. Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, chaque entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- Au niveau du stockage, chaque entrepreneur s'assurera que ses fournitures sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.

- Au niveau de l'interface entre corps d'état, chaque entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de chaque entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U et aux règles de l'Art.
- Au niveau des essais, chaque entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

0.16 ACCEPTATION DES SUPPORTS

Chaque entrepreneur devra réceptionner les supports en présence de la Maîtrise d'Œuvre sur lesquels ils devront mettre en œuvre leurs ouvrages.

Le fait d'avoir exécuté les travaux constitue une acceptation sans réserve de ceux-ci.

0.17 CANALISATIONS ET CABLES EVENTUELLEMENT RENCONTRES

Durant la période de préparation, les entreprises devront effectuer toutes les démarches nécessaires pour avoir une parfaite connaissance des réseaux existants (DICT, sondages sur site, etc.). Elles devront proposer un plan de synthèse des réseaux au Maître d'œuvre avant le début des travaux et procéder au repérage des réseaux sur le site.

Dans le cadre de rencontre de réseaux en service non connus lors de l'exécution des travaux de terrassements, toutes dispositions seront à prendre par les entrepreneurs pour ne pas endommager les canalisations ou câbles rencontrés. Dès localisation d'un de ces ouvrages, les entrepreneurs devront immédiatement en avertir le Maître de l'ouvrage et le Maître d'œuvre.

Les entreprises devront assurer la sauvegarde et la protection des ouvrages rencontrés pendant toute la durée nécessaire en accord avec le service concerné, sans que ces prestations puissent donner lieu à un supplément de prix.

0.18 PROTECTION DES OUVRAGES

En dehors des protections imposées par les documents contractuels, chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages pendant la durée des travaux. Dans le cas où l'ouvrage a reçu une pellicule de protection, celle-ci ne sera retirée qu'au moment de la réception.

Tous les frais entraînés par suite de dégradation résultant d'une protection ou d'un stockage défectueux seront supportés par l'entreprise défaillante.

0.19 SECURITE SUR LE CHANTIER

L'entreprise du lot GROS-ŒUVRE est chargée de la mise en place, de l'entretien et de la maintenance des protections collectives à l'intérieur des ouvrages et à leurs abords, conformément aux mesures générales de sécurité prescrites par les articles R.4534-3 à R. 4534-6.

Si pour une tâche déterminée ou pour des raisons techniques une entreprise est amenée à déposer un élément de protection, elle doit assurer immédiatement la continuité de la sécurité par un autre moyen défini dans son P.P.S.P.S. Elle rétablira les protections initiales le plus rapidement possible.

Les protections individuelles et collectives nécessaires, destinées à assurer la sécurité du personnel, suivant la législation en vigueur, sont à la charge de chaque entrepreneur de chaque lot

Les personnels, y compris les intérimaires, doivent être équipés, au minimum avec :

- Casque
- Chaussures de sécurité
- Gants de mécanique
- Lunettes pour tronçonnage
- Casque anti bruit si nécessaire
- Gilet de haute visibilité de classe 2

0.20 RELATIONS AVEC LES ADMINISTRATIONS ET SERVICES

0.20.1 PARTIE ADMINISTRATIVE

Pour les entreprises titulaires de lots devant faire l'objet de demande administrative pour des autorisations d'installation, d'immobilisation et autre, il leur sera recommandé de prévoir leurs démarches en amont suivant avancement du planning pour ne pas se voir être pénalisé suivant les pénalités fixées dans le C.C.A.P.

0.20.2 PARTIE CONCESSIONNAIRE

Toutes démarches ou déclarations auprès des services d'ELECTRICITE DE FRANCE, GAZ DE FRANCE, FRANCE TELECOM, Compagnie des Eaux, Services Techniques de la Ville, etc. sont à la charge de l'entreprise, y compris les travaux demandés par ces mêmes services pour permettre le bon déroulement et l'achèvement complet de la réalisation.

Les frais de dossiers éventuellement demandés par ces services sont à la charge de l'entreprise.

Les copies de toutes correspondances et autres documents relatifs à ces demandes devront être transmises au maître d'œuvre.

0.21 PRESTATIONS GENERALES A LA CHARGE DES ENTREPRISES

Qu'elles figurent ou non dans le corps du descriptif détaillé, les prestations ci-après sont dues par les entreprises attributaires et sont réputées comprises dans le montant du marché :

- La visite des lieux et la prise en compte de toutes les sujétions d'exécution
- La prise en compte de tous les éléments relatifs à l'ensemble des lots
- Les installations du chantier propres à chaque entreprise
- Les essais et vérifications prévues aux DTU pour les ouvrages afférents à leur lot
- La participation aux réunions de chantier dès lors que l'entrepreneur y aura été invité par la Maîtrise d'Œuvre
- La participation aux réunions de chantier dès lors que l'entrepreneur y aura été invité par le Maître d'Ouvrage

0.22 CONDITIONS D'EXECUTION

Les travaux seront effectués en conformité avec les prescriptions des documents contractuels définis par le CCAP et les CCTP.

L'Entreprise ayant été à même d'obtenir tous renseignements qui lui étaient nécessaires, reconnaît donc avoir prévu, en plus de ceux décrits aux devis et plans, tous les travaux indispensables, dans l'ordre général et par analogie, étant entendu qu'elle doit assurer le complet et parfait achèvement des constructions, abords et annexes, conformément aux règles de l'art et de la bonne construction, et ce, sans qu'elle puisse prétendre à aucune majoration du prix forfaitaire pour quelque raison que ce soit.

Les entreprises concernées garderont à leur charge les frais de contrôle des mesures d'étanchéité dans l'hypothèse d'un retour sur les lieux de l'organisme de contrôle suite à une première campagne d'essais défavorable.

0.23 TRAIT DE NIVEAU

L'entreprise du lot GROS-ŒUVRE aura la charge et la responsabilité des traits de niveau et de la borne repère jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage.

Un trait de niveau situé à 1 mètre au-dessus du sol fini sera tracé, à chaque niveau et entretenu pendant toute la durée du chantier. Il sera soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre.

Un trait sur une face de chaque local devra être tracé en permanence. Il devra être facilement nettoyable.

0.24 IMPLANTATION – NIVELLEMENT

L'Entrepreneur du lot Gros-Œuvre a à sa charge, les tracés d'implantation des constructions neuves, ce qui implique l'obligation de respecter les alignements et les nivellements du projet.

Il devra faire effectuer ses plans d'implantation par un géomètre expert. Ces plans seront soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre.

Implantation des cloisons intérieures : Lot Cloisonnement

Le titulaire du lot Cloisonnement établira l'implantation des cloisons au sol pour approbation de la Maîtrise d'œuvre, Maître d'ouvrage lors d'une réunion de chantier avec la présence du bureau de contrôle avant toute exécution.

0.25 VERIFICATION DES COTES

Avant tout début de mise en fabrication, chaque entreprise procèdera à une vérification systématique des côtes intéressant ses ouvrages, quels que soient les travaux de relevés nécessaires. En cas d'anomalie, l'entreprise transmettra ses observations dans les meilleurs délais au Maître d'Œuvre et à l'entreprise responsable. Cette dernière prendra les dispositions nécessaires concernant la remise en conformité de ses ouvrages.

Chaque entrepreneur devra vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux dessins et s'assurer de leur concordance dans les différents plans.

Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle sur les dessins. Chaque entrepreneur devra s'assurer sur place, avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses prévues sur les plans et dans les devis. En cas de doute, l'entrepreneur en référera immédiatement au Maître d'Œuvre.

L'entrepreneur ne pourra de lui-même modifier quoi que ce soit au projet, mais il devra signaler tout changement qu'il croirait utile d'y apporter.

Il provoquera tous renseignements complémentaires sur tout ce qui lui semblerait douteux ou incomplet.

Faute de se conformer à ces prescriptions, il devient responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution, ainsi que des conséquences de toute nature que cela pourrait entraîner.

0.26 QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES

Il est demandé au soumissionnaire de justifier de sa qualification O.P.Q.C.B. et de références en rapport avec la nature des travaux à réaliser dans ce projet.

0.27 COORDINATION AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT

Les travaux de chaque corps d'état seront exécutés en étroite liaison avec l'ensemble des entreprises.

Chaque entrepreneur a le devoir de prendre connaissance du C.C.T.P. de chacun des lots assurant la réalisation de l'ouvrage. Les entrepreneurs ne pourront pas faire état de ne pas les avoir consultés ou de les ignorer pour éluder leurs obligations en matière de prestations et de liaison avec les autres corps d'état.

L'entrepreneur du lot GROS-OEUVRE doit les tracés d'implantation et de niveaux nécessaires aux autres corps d'état.

0.28 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER

GENERALITES

Les entrepreneurs veilleront scrupuleusement au respect des règles de sécurité concernant le travail des ouvriers, la protection des baies libres, trémies, etc. Les dispositions réglementaires de protection, d'hygiène et de sécurité seront conformes aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

Les indications figurant dans les documents établis par le coordonnateur S.P.S. seront rigoureusement respectées. Tous les travaux nécessaires au respect des spécifications concernant la sécurité et la santé sont réputés compris dans l'offre de l'entreprise

La mission globale du coordonnateur S.P.S. pour une opération de construction comprend les éléments de mission conforme à la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et aux décrets n° 94-1159 du 26 décembre 1994 et n° 95-543 du 4 mai 1995.

La mission confiée au coordonnateur SPS par le maître d'ouvrage se décompose en éléments décrits dans ces documents

HYGIENE, SECURITE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les règles d'hygiène et sécurité des travailleurs seront conformes au Code du travail, 4ème partie : Santé et sécurité au travail (partie Législative créée par Ordonnance n° 2007-329 du 12 mars 2007, partie Réglementaire créée par Décret n° 2008-244 du 7 mars 2008) modifié et complété.

COORDINATION SECURITE

Principales obligations de l'entrepreneur, du travailleur indépendant ou du sous-traitant :

- Respecter et appliquer les principes généraux de prévention, articles L. 4121-1 à L. 4121-5, L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 ;
- Rédiger et tenir à jour les P.P.S.P.S., les transmettre aux organismes officiels (I.T., C.R.A.M., et O.P.P.B.T.P.) au coordonnateur ou au maître d'ouvrage et les conserver pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage, articles L. 4532-9, L. 4532-18, R. 4532-56 à R. 4532-74 ;
- Participer et laisser participer les salariés au C.I.S.S.C.T., articles L. 4532-10 à L. 4532-15, L. 4532-18, R. 4532-77 à R. 4532-94 ;
- Respecter les obligations résultant du plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (P.G.C.S.P.S.), articles L. 4531-1, L. 4531-2, L. 4532-18, L. 4534-1 et décrets non codifiés ;
- Respecter les obligations issues de la 4ème partie du Code du travail, notamment les grands décrets techniques (7 mars 2008, etc.) ;
- Viser le R.J.C. et répondre aux observations ou notifications du coordonnateur, articles R. 4532-38 à R. 4532-41.

0.29 FOUILLES ARCHEOLOGIQUES

En cas de découverte fortuite de monuments, ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisations antiques, inscriptions et plus généralement d'objets concernant la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie, la numismatique, etc., les stipulations de la loi du 27 septembre 1941, y compris les additifs et modifications, seront strictement appliquées.

Le chantier de fouille sera conduit avec toutes les précautions nécessaires pour assurer la conservation des éventuelles découvertes. En cas de trouvaille, l'Architecte des Bâtiments de France devra être immédiatement avisé.

0.30 DOCUMENTS A FOURNIR PAR LES ENTREPRISES

A LA REMISE DES PRIX :

Tous les intervenants devront présenter les qualifications professionnelles ainsi que les attestations de mises à jour des assurances décennales et responsabilité civile. Ces documents seront fournis dans un dossier administratif séparé et joint avec l'ACTE D'ENGAGEMENT conformément aux prescriptions DU CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES joint au présent dossier.

A LA FIN DE LA PERIODE DE PREPARATION :

L'entrepreneur devra remettre à la direction des travaux son dossier EXECUTION DES OUVRAGES, comprenant tous les documents écrits et dessinés nécessaires à la parfaite compréhension des travaux à réaliser, compris les études techniques et notes de calculs en justifications des dispositions adoptées.

Devront également figurer dans ce dossier tous les éléments explicatifs de la méthodologie de l'entreprise, le PLAN PARTICULIER DE COORDINATION SECURITE SANTE, les moyens de mise en oeuvre et les moyens de protection du personnel pendant les travaux.

L'entrepreneur remettra les justificatifs des dispositions adoptées pour les ouvrages en fonction des contraintes prescrites par le présent cahier des charges ou par la réglementation en vigueur.

Tous les échantillons permettant de juger les matériaux ainsi que les procès-verbaux d'essais les homologuant aux prescriptions du présent cahier des charges et à la réglementation en vigueur devront être présentés pour ACCORD avant commande ou mise en oeuvre.

A LA RECEPTION DES TRAVAUX :

Huit jours avant la date de RECEPTION DES TRAVAUX, l'entrepreneur devra remettre à la Maîtrise d'Oeuvre son dossier des OUVRAGES EXECUTES. Ce dossier comprendra :

- Les études techniques des installations avec les accords des différents contrôles et essais effectués.
- Les avis techniques des produits non traditionnels mis en oeuvre.

- Les résultats des essais des installations, essais conformément à la législation en vigueur.
- Les plans d'exécution mis à jour et correspondant parfaitement à l'exécution des travaux.
- Les plans de récolement des divers réseaux et les caractéristiques des prestations réalisées.
- Les notices techniques d'entretien et de maintenance de l'appareillage mis en œuvre dans le cadre du DOSSIER DES INTERVENTIONS ULTERIEURES SUR LES OUVRAGES (D.I.U.O).

Les dossiers d'ouvrages exécutés seront établis sur support de stockage amovible (CD-ROM ou clé USB) sous forme de documents numériques pouvant être dupliqués.

0.31 MISSION DE LA MAITRISE D'OEUVRE

0.31.1 ARCHITECTE

Le cabinet CABROL & BEAUVOIS ARCHITECTES est titulaire d'une mission de base sans mission EXECUTION. Chaque entrepreneur devra fournir à l'Architecte pour approbation avant exécution, tous les éléments graphiques et les notes de calculs en justification des ouvrages à réaliser.

Les plans d'exécution de structure, de menuiserie, de serrurerie, etc... sont à la charge de chaque entrepreneur. Ils seront réalisés par leur propre bureau d'études ou par un bureau d'études extérieur agréé par la Maîtrise d'œuvre.

CABROL & BEAUVOIS ARCHITECTES

41 bis, Rue Amiral Galiber – 81 100 CASTRES

Téléphone : 05.63.71.49.71

E-mail : contact@cabrol-beauvois.fr

Chaque entrepreneur devra fournir à l'Architecte pour approbation avant exécution, tous les éléments graphiques et les notes de calculs en justification des ouvrages à réaliser.

Les plans d'exécution de structure, de menuiserie, de serrurerie, etc. sont à la charge de chaque entrepreneur. Ils seront réalisés par leur propre bureau d'études ou par un bureau d'études extérieur agréé par la Maîtrise d'œuvre.

0.31.2 BUREAU D'ETUDES FLUIDES

La Maîtrise d'œuvre sera assistée pour la réalisation des lots techniques (ELECTRICITE – COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES et CHAUFFAGE – VENTILATION – CLIMATISATION – PLOMBERIE – SANITAIRE) par le bureau d'études suivant :

CAP MAS ETUDES

20, Chemin du Forgeron – 81 310 LISLE SUR TARN

Téléphone : 06.48.19.20.98

E-mail : bet@capmasetudes.fr

La mission confiée par le Maître de l'Ouvrage au bureau d'études est également une mission de base SANS mission EXECUTION. Les entrepreneurs des lots correspondants devront établir ou faire établir par un bureau d'études agréé les plans d'EXECUTION des ouvrages avec les notes de calculs demandés par celui-ci.

0.32 MISSION DU BUREAU DE CONTROLE

Le Bureau de Contrôle intervenant sur ce chantier est prévu rémunéré par le Maître de l'Ouvrage. L'organisme mandaté est :

APAVE SUDEUROPE SAS

Espace Jean Moulin – 44, Avenue Jean Moulin – 34 500 BEZIERS

Téléphone : 04.67.15.60.10

Cet organisme interviendra en mission Maître d'Ouvrage sur tous les corps d'états. Chaque entrepreneur s'engage à remettre au représentant du BUREAU DE CONTROLE tous les documents et justificatifs demandés, les notes de calculs, les fiches techniques, les procès-verbaux des essais en laboratoires agréés et tout document qu'il jugera utile de réclamer pour justifier les prestations de l'entrepreneur et s'assurer de leur conformité aux règles et normes en vigueur.

0.33 SECURITE ET SANTE – COORDONNATEUR

Pour répondre aux exigences de la réglementation en matière de SECURITE et de SANTE sur les chantiers, le Maître de l'Ouvrage a désigné un coordonnateur SECURITE SANTE chargé de la mise en place du PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE et de son application.

SAS LESUEUR MEUNIER COORDINATION

17, Avenue de Saint-Just – 34 370 CREISSAN

Téléphone : 06.01.76.15.52

E-mail : contact@lmcoordination.fr

Les entrepreneurs doivent prévoir dans leur offre, toutes les dépenses relatives aux dispositions à prendre en application de la loi 93.1418 du 31/12/1993 et son décret d'application 97.1159 du 26/12/1994 en matière de SECURITE et de PROTECTION DE LA SANTE sur les chantiers.

Ils devront fournir au COORDONNATEUR tous les documents nécessaires et produire leur P.P.S.P.S (PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE) tenant compte du phasage des travaux. (Prendre connaissance du PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE joint au dossier d'appel d'offres.

0.34 BUREAU D'ETUDE GEOTECHNIQUE

Le Bureau d'étude géotechnique mandaté par le Maître d'ouvrage pour réaliser les rapports d'étude géotechniques (G2AVP, G2PRO) est :

Sera missionné ultérieurement

0.35 ETABLISSEMENT DES PRIX – DELAI D'EXECUTION

Les prix sont fermes, non actualisables, non révisables jusqu'à la terminaison complète des travaux. La durée du chantier TOUS CORPS D'ETATS est précisée dans le PLANNING joint au dossier de CONSULTATION.

Les entreprises consultées devront répondre rigoureusement au projet de l'architecte. Tous les travaux prévus au document descriptif ou sur les plans sont dus, soit qu'ils figurent sur l'un ou sur l'autre des documents précités, les indications portées sur les plans sont à considérer comme complémentaires au présent document.

0.36 PRESENTATION DES OFFRES

Les entrepreneurs devront chiffrer à part et de façon distincte dans leur devis, les prestations à prévoir pour :

- Les travaux de la 1ère TRANCHE**
- Les travaux de la 2ème TRANCHE**

conformément au repérage indiqué sur le PLAN DE MASSE PROJET.

Afin de faciliter la comparaison des offres, les devis seront présentés suivant l'ordre et le contenu des articles du présent document descriptif des travaux avec les sous détails nécessaires.

Les VARIANTES et les OPTIONS demandées dans le présent document ou proposées par l'entreprise devront figurer sur un document à part, toutes documentations, avis techniques, notices descriptives et échantillons devront être remis à l'appui des variantes proposées par les entreprises.

Dans le cas de VARIANTE, l'entrepreneur devra prendre en compte dans la proposition financière toutes les incidences que sa nouvelle prestation engendre sur les autres corps d'état.

0.37 INSTALLATIONS ET ENTRETIEN DU CHANTIER – COMPTE PRORATA

0.37.1 PRESTATION A LA CHARGE DU LOT GROS-ŒUVRE

L'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE est chargé de mettre en place l'ensemble des installations communes de chantier et du maintien de la sécurité sur le chantier. Il devra en assurer l'entretien et la maintenance jusqu'à la réception définitive des travaux.

Le coût de ces installations et de leur maintenance sera réputé couvert par le COMPTE PRORATA.

S'il s'avérait qu'à l'étude du prix ou en cours de chantier, le coût prévisionnel dépassait la couverture des sommes recueillies du compte prorata, la valeur du dépassement serait réputée être comprise dans le forfait du lot GROS ŒUVRE, de telle sorte que l'entrepreneur titulaire de ce lot ne percevra aucune autre indemnité que celle prévue au COMPTE PRORATA pour couvrir les dépenses des installations qui seront à réaliser en début ou en cours de travaux ainsi que pour couvrir les dépenses d'entretien et de nettoyage tout au long du déroulement des travaux.

Toutes les prestations dont la liste suit, sont à la charge du titulaire du lot GROS ŒUVRE et contenues dans le montant du COMPTE PRORATA ou s'il y a dépassement, dans le montant de son forfait :

REALISATION DES INSTALLATIONS COMMUNES :

La période de préparation servira en outre à l'exécution des installations communes de chantier, clôture, base de vie, parking, alimentation en fluides, etc... de telle sorte qu'à la date de l'ordre de service, les entreprises puissent intervenir immédiatement dans l'exécution du projet.

Ces installations seront réalisées et déplacées en cours d'exécution suivant besoins et demandes de la Maîtrise d'œuvre.

ALIMENTATION DU CHANTIER EN EAU ET ELECTRICITE :

Les branchements en EAU POTABLE et ELECTRICITE seront réalisés par le titulaire du lot GROS ŒUVRE pour permettre l'alimentation des divers points du chantier, conformément aux prescriptions de mise en service des compagnies concessionnaires.

Toutes les redevances de mise en service et de consommations seront acquittées par l'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE et ce jusqu'à finition complète des travaux tout corps d'état.

Les points de desserte des diverses alimentations seront installés en fonction des demandes des autres corps d'état. En ce qui concerne les points de desserte en énergie ELECTRIQUE, il sera prévu des coffrets avec 8 prises protégées par canton, un canton représentant une surface de 200 m² environ ou un point particulier d'intervention.

Les coffrets seront déplacés en fonction de l'avancement du chantier, du phasage des travaux et suivant besoins.

Sera prévu notamment :

- La fourniture et la pose de l'éclairage provisoire de chantier
- La fourniture et pose de l'éclairage de sécurité provisoire du chantier
- La fourniture, pose et raccordement d'une armoire principale de chantier, alimentée depuis un comptage tarif jaune de chantier à mettre en place avec le concessionnaire local. Cette armoire devra posséder un indice de protection approprié au lieu d'installation et comprendra :
 - Un arrêt d'urgence du type coup de poing
 - Un disjoncteur général différentiel équipé d'une bobine à émission et des contacts O/F
 - Les disjoncteurs de protection pour l'alimentation des grues ou autres gros équipements
 - Les disjoncteurs de protection pour l'alimentation des bungalows
 - Les disjoncteurs de protection pour l'alimentation des coffrets de chantier
- La fourniture, pose et raccordement des coffrets de chantier qui permettront aux différents corps d'état de brancher leurs différents outillages

CLOTURES DE CHANTIER :

Le site sera entièrement clôturé en éléments préfabriqués grillagés de forte section fixés sur montants acier avec plots de stabilité posés au sol. Les clôtures seront déplacées chaque fois que nécessaires pour l'avancement du chantier.

L'accès sera équipé d'un portail de grande largeur (6 mètres environs) avec cadenas de condamnation.

SIGNALISATIONS :

L'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE assurera la mise en place des panneaux de signalisation réglementaire, suivant les normes de sécurité et demandes du COORDONNATEUR SECURITE SANTE. Il aura à sa charge tous les affichages réglementaires concernant la sécurité du public et du personnel ainsi que de celles circulant sur les voies publiques et privées à proximité du chantier.

CANTONNEMENT :

Le cantonnement sera en adéquation avec l'effectif et devra tenir compte des contraintes imposées par le **COVID 19 (cf. guide OPPBTP)**.

LOCAUX SOCIAUX :

Installation, branchements et raccordements des divers locaux sociaux pour l'ensemble du personnel de chantier TOUS CORPS D'ETAT

Les VESTIAIRES seront à la charge de chaque entreprise pour leur propre personnel.

Ces installations seront pourvues des équipements réglementaires adaptés à l'effectif du chantier, alimentation en eau potable, branchement au réseau EU-EV existant ou fosse toutes eaux étanche, recueillement des eaux de pluie, électricité, etc...

En cas d'installation d'une fosse toutes eaux, les frais de vidange et d'entretien seront à la charge de l'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE.

LOCAL ADMINISTRATIF :

Prévoir le bureau de chantier nécessaire à l'organisation des réunions de chantier, à la Direction des travaux, au coordonnateur sécurité et au stockage des échantillons, compris éclairage et chauffage du local.

Le BUREAU DE CHANTIER sera réalisé par juxtaposition de bungalow pour une surface libre pouvant accueillir 15 personnes. Il sera équipé :

- D'un sanitaire.
- Du mobilier pour recevoir 15 personnes (tables, chaises, armoires de rangement, etc...)
- Des bottes et casques pour la Maîtrise d'œuvre et d'ouvrage.
- D'une armoire à pharmacie réglementaire

Le nettoyage et l'entretien du local sont à la charge exclusive du lot GROS OEUVRE.

NETTOYAGES ET ENTRETIEN DES INSTALLATIONS DE CHANTIER :

L'entretien des diverses installations de chantier et des protections sera exclusivement à la charge du lot GROS OEUVRE.

L'entrepreneur du lot GROS-ŒUVRE assurera l'entretien quotidien des locaux sociaux et du local administratif conformément aux dispositions du guide de l'**OPPBTP (COVID 19)** ainsi que le renouvellement des consommables (papier, savon, lingettes, gel ...).

NOTE PARTICULIERE SUR L'ENTRETIEN DES VOIES DE CHANTIER :

Les voies et aires réalisées par le lot TERRASSEMENTS – VOIRIE – RESEAUX DIVERS seront entretenues par ce dernier pendant la phase de réalisation des RESEAUX et PLATEFORMES de TERRASSEMENTS. Pendant la phase CONSTRUCTION, l'entretien des voiries sera à la charge exclusive du lot GROS ŒUVRE.

REPLIEMENT DES INSTALLATIONS :

Avant la date de réception des travaux, réception générale ou partielle suivant phasage, l'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE assurera la dépose des installations de chantier (baraquements, clôtures, fosse toutes eaux, etc.) et la remise en état éventuelle des dégradations sur les ouvrages existants conservés au projet.

NOTE SUR LE PLAN GENERAL DE COORDINATION :

L'entrepreneur du lot GROS ŒUVRE devra tenir compte dans l'élaboration quantitative et qualitative des sujétions d'installations communes de chantier, des demandes spécifiques édictées dans le PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE joint au présent dossier.

NOTA IMPORTANT :

Les divers accès au chantier ainsi que les aires de stockage, de base de vie et de stationnement sont à la charge du lot TERRASSEMENTS – VOIRIE – RESEAUX DIVERS ; voir prescriptions à ce lot. Le titulaire du lot TERRASSEMENTS – VOIRIE – RESEAUX DIVERS devra en fin de chantier, la démolition des voies et aires de chantier provisoires pour confection des espaces verts et la remise en état de celles-ci sous les espaces de voirie du projet.

0.37.2 COMPTE PRORATA

BASE DE CALCUL DU COMPTE PRORATA

En fonction des directives données ci-dessus, le titulaire du lot GROS ŒUVRE évaluera l'ensemble des dépenses relatives aux installations communes de chantier (y compris leur entretien ainsi que les frais de consommation électrique et en eau potable pour le chantier et les installations communes de chantier) depuis le démarrage jusqu'à la réception des travaux, en prenant à sa charge l'éventuel dépassement sur les rentrées du COMPTE PRORATA (Y compris la sienne) qui seront calculées sur la base d'application du pourcentage de 2 % sur l'enveloppe de travaux tous corps d'états.

Il reste bien entendu, que chaque entreprise reste responsable de la sécurité de son personnel sur le chantier et qu'elle devra mettre en place l'ensemble des installations de protection, d'équipement, d'échafaudage, de manutention, etc... nécessaires aux travaux qui lui sont confiés par le Maître de l'Ouvrage, elle devra également assurer le nettoyage des locaux après chacune de ses interventions.

ETABLISSEMENT DU COMPTE PRORATA

En règlement des charges imputées aux installations communes de chantier et à leur entretien ainsi qu'aux frais de consommation électrique et d'eau potable pour le chantier et les installations communes de chantier, toutes les entreprises acquitteront leur quote-part de COMPTE PRORATA suivant le forfait de 2 % du montant HORS TAXES des marchés et avenants signés par le Maître de l'Ouvrage.

L'entrepreneur du lot GROS OEUVRE pourra demander à chaque entreprise de s'acquitter régulièrement (Une fois par mois maximum) du compte prorata en fonction des états financiers de situation de travaux établis par l'organisme de coordination.

En dehors du respect de l'application du forfait donné ci-dessus, il est précisé que la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'Ouvrage n'interviendront dans aucun des litiges pouvant survenir entre les entrepreneurs.

0.38 NETTOYAGES DU CHANTIER

Chaque entrepreneur est tenu de ramasser et d'évacuer aux décharges publiques agréées, ses gravois et ceci au fur et à mesure de l'avancement des travaux. Chaque entrepreneur doit procéder au nettoyage ou à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Les entrepreneurs doivent également nettoyer leurs ouvrages au fur et à mesure de leur finition et poser les protections sur les ouvrages fragiles qu'ils devront ensuite déposer et évacuer en fin de travaux.

En cas de carence d'une entreprise, le maître d'oeuvre peut décider par simple mention sur le compte rendu de chantier, de faire exécuter les nettoyages par une autre entreprise du chantier, voire une entreprise extérieure et de l'imputer par quotes-parts à l'entreprise en cause.

Gros gravois et éléments déposés :

Toute entreprise d'un Corps d'Etat qui a en charge la démolition ou la dépose d'un ouvrage ou d'un équipement existant, générant un volume important, doit en assurer l'évacuation complète aux décharges publiques agréées.

0.39 NETTOYAGE AVANT LA RECEPTION DES TRAVAUX

Les nettoyages intérieurs avant la réception seront exécutés par le titulaire du lot Peinture. Les nettoyages extérieurs avant la réception seront imputés au lot Gros-oeuvre.

0.40 GESTION DES DECHETS DE CHANTIER

L'entrepreneur du lot GROS-CŒUVRE devra prévoir pour chaque entrepreneur qui en fera la demande la fourniture et la mise en place de bennes à déchets. Dans ce cas les dépenses relatives au tri, à l'évacuation des déchets ainsi qu'à leur transport sur les sites susceptibles de les recevoir ne seront pas supportées par le compte prorata, mais par chaque entrepreneur.

La maîtrise d'œuvre sera sollicitée, en cas de difficultés, pour arbitrer les éventuels litiges.

0.41 GARDIENNAGE ET PRECHAUFFAGE DU CHANTIER

Le GARDIENNAGE et le PRECHAUFFAGE du chantier ne sont pas prévus dans le forfait du COMPTE PRORATA précisé ci-dessus. Toutefois, si la mise en place d'un gardiennage de chantier ou d'un préchauffage des locaux s'avérait nécessaires, l'entrepreneur du lot GROS OEUVRE serait chargé de leur mise en place et de leur gestion.

Les frais financiers en découlant seraient répartis entre toutes les entreprises au prorata du montant HORS TAXES de leur marché. La décision de la mise en place d'un gardiennage et du préchauffage ne pourra être prise qu'avec l'accord à la majorité des entreprises présentes sur le site.

0.42 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Pour assurer la coordination du chantier, l'Architecte organisera une réunion de travail toutes les semaines. La date et l'heure seront fixées ultérieurement. En phase de finition, ou pour le règlement de travaux importants, il pourra être demandé aux entrepreneurs d'être présent à des rendez-vous supplémentaires.

Des PENALITES pour absence aux réunions hebdomadaires ainsi que des pénalités pour retard aux réunions seront appliquées. Les entrepreneurs, ou leurs représentants qualifiés, sont tenus d'être présents à ces réunions, faute pour eux d'être retenus pour responsables des ouvrages exécutés en leur absence.